



Patricia REJNERO
Attachée de presse
06 75 07 89 84 - 01 48 18 88 58
patricia.rejnero@unsa.org

UNSA
21 rue Jules Ferry
93177 BAGNOLET CEDEX



Bagnole, le 3 décembre 2018

Pour sortir de la crise

Il faut des mesures d'urgence

Pour l'UNSA, la crise sociale, et désormais politique, vient de franchir un degré supplémentaire inquiétant et grave avec les manifestations des gilets jaunes du samedi 1^{er} décembre.

L'UNSA condamne les actes de très grande violence commis contre les biens et les personnes qui ont jalonné certaines manifestations, à Paris comme en province. Elle salue la responsabilité et le professionnalisme républicain des forces de l'ordre et des pompiers qui ont contribué à éviter le pire.

Au-delà de ces épisodes inquiétants, l'UNSA estime que le gouvernement paie aujourd'hui les conséquences de sa politique d'affaiblissement systématique du dialogue social collectif. Face aux questions d'injustice sociale et fiscale, de pouvoir d'achat, de fragilisation des services publics, le gouvernement est désormais devant ses responsabilités.

Pour l'UNSA, il ne peut y avoir de sortie de crise sans mesures sociales nouvelles, massives et d'application immédiate. Elles doivent viser des dépenses de première nécessité pesant dans la cherté de la vie, sujet central du vaste mouvement de révolte qui traverse le pays en profondeur.

L'UNSA l'a dit au Premier ministre le 30 novembre (*). C'est encore plus vrai après les événements du 1^{er} décembre.

Lorsqu'il s'agit de répondre à des millions de nos concitoyens qui en sont venus à descendre dans la rue parce qu'ils ne peuvent plus boucler leur fin de mois, il y a un coût à payer. Quand les bases républicaines de notre démocratie sont atteintes, l'heure n'est pas plus à des calculs politiques, d'où qu'ils viennent, qu'au dégageant en touche.

Concernant les prix du carburant, l'UNSA est favorable au principe d'une fiscalité carbone entièrement dédiée au financement d'une transition écologique socialement juste. Mais il n'est pas possible de demander à ceux qui sont déjà financièrement asphyxiés de commencer par payer, en promettant d'hypothétiques mesures de compensation qui viendraient peut-être ultérieurement. C'est pourquoi l'UNSA demande au gouvernement de surseoir à la hausse de la taxe sur les carburants prévue pour le 1^{er} janvier prochain et de la conditionner à l'issue de la concertation qui aura jeté les bases concrètes des mesures sociales d'accompagnement et de compensation.

L'UNSA demande également au gouvernement d'annoncer un blocage de toute hausse de l'électricité et du gaz, ainsi que des loyers dans les zones en tension, et de renoncer à de possibles augmentations des tarifs des péages autoroutiers. Dans ce même souci de mesures rapides et pratiques pour juguler

cette crise gravissime, l'UNSA demande enfin au patronat d'assumer lui-même ses responsabilités en revalorisant les salaires, notamment les minima conventionnels de branches.

L'UNSA est consciente que ces mesures d'urgence ne suffiront pas à régler l'ensemble des problématiques posées dans cette crise. La mise en œuvre d'une concertation la plus large possible, pour établir notamment les conditions sociales d'une transition écologique absolument vitale, est indispensable et l'UNSA est prête à y participer. Mais, dans l'état de tension extrême existant désormais dans le pays, pour espérer pouvoir ouvrir ce dialogue, des preuves, et non des postures d'écoute, en sont devenues les conditions incontournables.

(*) Intervention de l'UNSA devant le 1^{er} ministre <https://www.unsa.org/Intervention-de-Luc-Berille-au-Conseil-National-de-la-Transition-Ecologique-a-1.html>